



DÉLIBÉRATION 2019 30 -

Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo

Séance du Comité Syndical du 12 décembre 2019
Reportée au 19 décembre 2019 faute de quorum

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole a notifié le 9 mai 2017 le marché portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service (VLS) au groupement SMOOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA, et remplacé par la Société dédiée Smovengo, par l'avenant n°1 en date du 31 juillet 2017.

Dans le cadre de ce marché, les délais impartis à la Société Smovengo pour la mise en service des prestations prévues à la partie forfaitaire avec notamment 1 050 stations étaient les suivants :

- Au 1^{er} janvier 2018 : la mise en service du dispositif et son ouverture au public, avec *a minima* 50 % du nombre de stations prévues au forfait, soit 525 vélos-stations ;
- Au 1^{er} avril 2018 : la mise en service de l'ensemble des stations.

Par Ordre de Service n°3 en date du 29 juin 2017, le Syndicat a commandé 350 stations supplémentaires hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires (BPU) qui devaient être mises en service dans les mêmes conditions que celles prévues au forfait.

Au vu des importantes difficultés rencontrées sur la qualité du service Velib' en 2018, le Syndicat et la Société Smovengo sont convenus en janvier 2019 d'un règlement amiable, global et définitif de leur différend par un protocole transactionnel tenant compte des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets d'un plan d'urgence initié en cours d'année et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans le déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global.

Lors de l'exécution de ce marché sur l'année 2019, il a été constaté, d'une part, des retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et, d'autre part, des dysfonctionnements significatifs du système dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib'.

Ces retards et manquements ont été actés dans les procès-verbaux rédigés lors des opérations mensuelles de vérifications des prestations du marché tout au long de l'année 2019.

L'examen de la qualité de service a également fait l'objet de procès-verbaux du Syndicat rédigés sur la base de l'examen mensuel du respect des critères de performance prévus au marché.

En conséquence de ces retards et manquements dans l'exécution des prestations attendues, conformément à l'Annexe 1 au programme fonctionnel définitif – clauses administratives, le Syndicat a notifié à la Société Smovengo les pénalités prévues contractuellement.

Ainsi, afin de sanctionner l'exécution partielle des prestations constatée et le non-respect des critères de performance et de qualité de service lors des opérations de vérification, quatre décomptes provisoires de pénalités d'un million d'euros chacun ont été notifiés au titulaire du marché, la société Smovengo pour la période allant du 1^{er} avril au 31 août 2019.

Afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant à cette période, le Syndicat a émis quatre titres exécutoires.

Les décomptes de pénalités 10 et 11 correspondants respectivement à la période du 1^{er} juin au 30 juin 2019 et à la période du 1^{er} juillet au 31 août 2019 ont été contestés par la société Smovengo par un courrier en réclamation en date du 13 novembre 2019. Le Syndicat n'a pas fait droit à cette réclamation par un courrier en date du 3 décembre 2019.

La société Smovengo a également introduit une requête devant le tribunal administratif de Paris tendant à contester le titre de recettes par le comptable public afférent au décompte de pénalités n°10 correspondant à la période du mois de juin 2019.

Conformément aux possibilités offertes en matière de marché public, la Société Smovengo a transmis à compter de mars 2019 au Syndicat une demande d'acompte mensuel au titre du forfait et du BPU correspondant au douzième des montants prévus annuellement au marché.

Le Syndicat a refusé de régler ces montants d'acompte au regard du service fait et des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et a arrêté le montant de l'acompte mensuel versé à un niveau inférieur à ces demandes.

Sur la base des prestations exécutées, la Société Smovengo a déposé des réclamation-contestations des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars à juillet 2019.

Chaque mois concerné, le Syndicat a confirmé sa position et le montant des acomptes notifiés au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché.

Compte tenu de ces importants différends, du souhait partagé d'éviter des contentieux longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir comme en 2018 à un accord sur l'année 2019, le Syndicat et Smovengo se sont rapprochés et sont convenus d'un règlement amiable, global et définitif.

Le Syndicat et la Société Smovengo se sont accordés :

- sur les montants dus au titre du forfait du marché et des stations commandées au bordereau des prix unitaires (BPU),
- sur le montant des pénalités applicables à la Société Smovengo au titre des dysfonctionnements constatés et des conséquences des retards pris dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU,
- sur le montant du forfait du marché public pour l'année 2019 à payer par le Syndicat.

Le présent protocole transactionnel en précise les dispositions par lequel le Syndicat et la société Smovengo consentent mutuellement à :

- Renoncer à toute instance et action réciproque en cours et ultérieure entre elles concernant l'objet du présent protocole ;
- Fixer le montant du forfait du marché pour l'année 2019 à la somme de 30 593 060,06 euros hors taxes et hors indexation, soit 32 092 120 euros HT après indexation (indice révision 1,049), et d'ajuster en conséquence, par avenant, le montant global du marché à prix forfaitaire tel que fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement ; le montant du forfait restant inchangé pour les autres années d'exécution du marché à 31 880 000 euros hors taxes et hors indexation ;
- Fixer le montant à payer par le Syndicat au titre de la commande au bordereau des prix unitaires, par l'ordre de service n° 3 en date du 29 juin 2017, de 350 stations hors Paris et de 10 850 points d'accroches à la somme de 7 334 148,90 euros hors taxe et hors indexation, soit 7 693 522,20 euros HT après indexation (indice révision 1,049) ;
- Fixer le montant des pénalités appliquées en 2019 à la Société Smovengo, prévues à l'annexe 1 au programme fonctionnel définitif Clauses administratives, tous motifs confondus, notamment au titre des dysfonctionnement constatés et des retards dans la mise en service des stations prévues au forfait et de celles prévues au BPU pour les commandes émises jusqu'au 30 juin 2017, à la somme globale et forfaitaire de 4 000 000 euros hors taxes, tenant compte des opérations de vérifications effectuées et des procès-verbaux des critères de performance établis en 2019 ;
- Ajuster le montant global du marché public par voie d'avenant conclu par les parties en présence ;

La Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019 a fait état de son accord sur les termes de ce projet de protocole.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

DÉLIBÉRATION 2019 30 -

Acceptation du protocole transactionnel avec Smovengo

Séance du Comité Syndical du 12 décembre 2019
Reportée au 19 décembre faute de quorum

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu le marché n° VM201701-1 notifié par le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole le 9 mai 2017 au groupement SMOVENGO, constitué des sociétés SMOOVE, MARFINA SL, INDIGO INFRA et MOBIVIA portant sur la conception, la fabrication, la pose, la mise en service, l'entretien, la maintenance et la gestion d'un dispositif de vélos en libre-service, et ses cinq avenants ;

Vu les articles 2044 et suivants du Code Civil ;

Vu l'avis favorable du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation ;

Considérant le montant dudit marché pour la partie forfaitaire fixé à l'article 4.2.1 de l'acte d'engagement, modifié par l'avenant n°5, ce qui correspond annuellement à un montant de 31 880 000 euros HT hors révision de prix,

Considérant l'Ordre de Service n° 3 du 29 juin 2017 portant commande de 350 stations hors Paris et 10 850 points d'accroche au titre du chapitre 1A du bordereau de prix unitaires et les délais impartis pour la mise en place de l'ensemble des stations,

Considérant les importantes difficultés rencontrées sur la qualité du service Velib' en 2018 et le protocole transactionnel de janvier 2019 constatant le règlement amiable, global et définitif du différend entre le Syndicat et la société Smovengo,

Considérant la prise en compte par ce protocole transactionnel des retards constatés dans l'ouverture des stations, des effets du plan d'urgence initié en 2018 et des difficultés techniques rencontrées par Smovengo dans le déploiement comme de la qualité des prestations en phase d'admission partielle du service global,

Considérant les retards dans le déploiement des stations prévues au forfait et au BPU avec leurs conséquences sur l'exploitation du service prévu et les dysfonctionnements significatifs du service dégradant l'expérience de l'utilisateur du service Velib' sur l'année 2019,

Considérant que ces retards et manquements ont été actés, tout au long de l'année 2019, dans les procès-verbaux rédigés lors des opérations mensuelles de vérifications des prestations du marché et dans les procès-verbaux constatant la qualité de service à partir de l'examen mensuel du respect des critères de performances,

Considérant l'exécution partielle des prestations et le non-respect des critères de performance et de qualité de service, quatre décomptes provisoires de pénalités d'un million d'euros chacun ont été notifiés au titulaire du marché, la société Smovengo, pour la période allant du 1^{er} avril au 31 août 2019,

Considérant l'émission de quatre titres exécutoires par le Syndicat afin d'obtenir le paiement des décomptes de pénalités correspondant à cette période,

Considérant la contestation par un courrier en réclamation en date du 13 novembre 2019 par la société Smovengo des décomptes de pénalités 10 et 11 correspondants respectivement à la période du 1^{er} juin au 30 juin 2019 et à la période du 1^{er} juillet au 31 août 2019 et le refus du Syndicat de faire droit à cette réclamation par un courrier en date du 3 décembre 2019,

Considérant la demande du titulaire du marché d'acompte mensuel au titre du forfait et du BPU correspondant au douzième des montants prévus annuellement au marché de la société Smovengo et du refus du Syndicat de régler à compter de mars 2019 ces montants d'acomptes au regard du service fait et des conséquences d'exploitation liées au retard pris dans le déploiement du service public Velib' et de montants de l'acompte mensuel versés à un niveau inférieur à ces demandes,

Considérant les réclamations contestations de la part de la société Smovengo des acomptes notifiés par le Syndicat au titre des mois de mars à juillet 2019,

Considérant la confirmation de la position du Syndicat sur le montant des acomptes notifiés au vu du service fait au regard des prestations attendues conformément aux prescriptions du marché,

Considérant la requête n°1925283 contestant le titre de recettes émis par le comptable public afférent au décompte de pénalités n°10, correspondant à la période du mois de juin 2019, introduite par la société Smovengo auprès du tribunal administratif de Paris,

Considérant ces importants différends, du souhait partagé d'éviter des contentieux longs et coûteux et de l'intérêt à parvenir comme en 2018, à un accord sur l'année 2019, le Syndicat et Smovengo se sont rapprochés et sont convenus d'un règlement amiable, global et définitif par un protocole transactionnel entre le Syndicat et la société Smovengo,

Considérant que sous réserve de l'approbation du présent protocole, le montant global du marché sera corrigé par voie d'avenant pour constater sa diminution de 0,28% du fait de la baisse des montants payés par le Syndicat à Smovengo pour l'année 2019, soit - 2,5% par rapport au montant initial du marché,

Considérant l'accord de principe sur les termes du projet de protocole exprimé par la Société Smovengo par courrier en date du 4 décembre 2019,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE le protocole transactionnel ci-annexé,

Article 2 : AUTORISE Madame la Présidente du Syndicat à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de ce protocole,

Article 3 : DIT que les dépenses et recettes correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget.



La Présidente,

Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement